

<https://www.ricochets.cc/Lutter-pour-les-libertes-contre-les-pass-et-fichages-technologique-implique-de-re-mettre-en-cause-le-deferlement-techno-numerique.html>



**Lutter pour les libertés, contre
les pass et fichages
technologiques implique de
remettre en cause tout le
déferlement techno-numérique**

Date de mise en ligne : mercredi 20 octobre 2021

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

L'Etat, le capitalisme et la technocratie gèrent les humains exactement de la même manière que les animaux d'élevages destinés à l'abattoir.

Logique, dans le techno-monde totalitaire dit inclusif, le cheptel humain doit lui aussi être mis sous surveillance constante, badgé, contrôlé, maintenu en milieu mental et médiatique adapté, baigné dans un espace climatisé désinfecté optimisé, orienté, téléguidé, et réprimé par la force si besoin.

Plus le bétail humain perd en autonomie de pensée et d'action, plus il doit être surveillé, gardé et télécommandé, afin de répondre aux exigences de plus en plus précises et impératives de la mégamachine.

Dans cette société de masse soumise intégralement à la domination de l'Etat et du capital, les dispositifs techno-numériques de contrôle, de production de données H24 et de surveillance totale sont indispensables, bientôt vitaux. Sans perturbations externes majeures ou insurrections virulentes, ils ne feront que s'amplifier sous les exigences :

- de rentabilité pour le secteur économique de « la sécurité »
- de sécurité des investissements et de productivité/compétitivité pour le techno-capitalisme
- d'administration des désastres par l'Etat-capitalisme et ses institutions toujours autant anti-démocratiques (gestion autoritaire centralisée des pandémies et catastrophes climatiques/écologiques...)
- de répression rapide et ciblée par la technopolice contre tout élément subervif/perturbateur volontaire ou involontaire
- de consommation personnalisée et sécurisée, de « bonheur » béat et dégagé de tout trauma, engagement, choix, réflexion, liberté authentique, qui sont réclamés par une bonne part du cheptel humain

L'uniformisation, la traçabilité, la reproductibilité inhérentes aux sociétés productivistes de masse entraînent fatalement un système de gestion totalitaire des individus, le numérique et les banques de données géantes sont parfaits pour cette administration.

Des rationalités cybernétiques (« intelligences artificielles ») et des algorithmes géreront efficacement les robots mécaniques ou logiciels, et les humains sommés de se robotiser, de se conformer aux efficaces exigences des programmes et à la docilité/rapidité des robots.



Lutter pour les libertés, contre les pass et fichages technologique implique de remettre en cause tout le déferlement technologique Fiction Â« le meilleur des mondes Â», toujours d'actualité

- Quelques textes édifiants sur ces sujets :

Lutter, dans une perspective de préservation des libertés individuelles, contre les excès de la surveillance induite par un déferlement technologique jugé inéluctable n'a pas de sens pour nous. C'est ce déferlement et son caractère inéluctable qu'il faut mettre en cause, théoriquement et pratiquement. L'urgence n'est pas de défendre "les libertés" mais de réinventer la liberté.

LA PUCE DANS LE VACCIN

On se demande dans quel genre de réalité alternative les « écologistes » évoluent qui se réjouissent des derniers rebondissements pathétiques de la grotesque « affaire du siècle », initiée par quatre associations : Fondation pour la nature et l'homme (FNH), Greenpeace France, Notre affaire à tous et Oxfam France. En 2011, Fabrice Nicolino signait un livre intitulé « Qui a tué l'écologie ? » Réponse : les grandes associations écologistes, et notamment Greenpeace, le WWF, la FNH et FNE. Dans tous les domaines, l'ONG-isation de l'opposition (pour reprendre la formule d'Arundhati Roy) a neutralisé l'opposition. L'a transformé en simulacre d'opposition, modéré (jamais de revendication trop radicale, jamais d'analyse trop honnête de la situation, souvent parce qu'il faut ménager ses sources de financement). D'où cette ridicule « affaire du siècle », dans laquelle des organisations réduisant l'écologie à un combat visant à assurer l'avenir de la civilisation industrielle, à garantir un taux de carbone atmosphérique compatible avec sa perpétuation, demandent à l'État de bien vouloir respecter son « budget carbone », de compenser ses émissions en excès. Comme si les mécanismes de « compensation carbone » ou de « décarbonation » étaient réellement écologiques (raser des forêts pour installer des centrales éoliennes ou photovoltaïques, construire des machines pour produire de l'énergie pour alimenter d'autres machines, et prétendre qu'ainsi on sauve la planète).

l'État et la technologie continuent, incessamment, de renforcer leur emprise sur nous tous, et sur la planète entière

Tenter de recourir au système judiciaire pour la lutte écologiste, oui, c'est tout à fait souhaitable. Mais le faire n'importe comment, avec un objectif absurde, comme ils le font, non. On n'en finirait pas de lister les imbécilités sur lesquelles repose cette grossière opération publicitaire (promue, au départ, par des lumières comme McFly et Carlito, Marion Cotillard, etc.). Alors passons (le seul intérêt de cette farce du siècle pourrait être de discréditer ces associations prétendument écologistes, si seulement leurs supporters voulaient bien ouvrir les yeux et réaliser la nullité de leurs entreprises). **Durant que ces idiots inutiles de l'écologie continuent de faire miroiter une victoire inexistante aux écolos de masse, l'État et la technologie continuent, incessamment, de renforcer leur emprise sur nous tous, et sur la planète entière.** Un texte de PMO tout récemment publié sur leur site :

« "Ceux qui décideront de rester humains et refuseront de s'améliorer auront un sérieux handicap. Ils constitueront une sous-espèce et formeront les chimpanzés du futur." (Kevin Warwick, cybernéticien pucé)

C'était dans les années 2000. La publication de nos enquêtes sur les nanotechnologies et sur les puces RFID à puces d'identification à radiofréquences avait provoqué une nano-épidémie de paranoïa chez des lecteurs hyper-sensibles. Dans nos réunions-causeries, il s'en trouvait toujours un pour alerter l'auditoire sur ce funeste projet des gouvernants : "ils prévoient de nous pucer à notre insu quand on se fait vacciner." À chaque fois, nous expliquions, tels des "fact checkeurs" d'avant-garde, que rien de tel n'était envisagé, pas même dans la loi américaine dite "Obama Care", et qu'il y avait suffisamment de motifs réels d'indignation ou de contestation pour s'épargner la peine d'en inventer. Nous en avons déçu quelques-uns qui nous en voulaient.

Certes, on puçait les animaux et nous étions aux côtés des éleveurs refusant les moutons électroniques. On puçait çà et là des humains volontaires. La société Applied Digital Solutions commercialisait VeriChip, puce de la taille d'un grain de riz, injectée par simple piqûre et lisible par scanner, pour délivrer un "code d'identification" donnant accès aux données personnelles du pucé (identité, dossier médical, professionnel, etc). Les modèles équipés de GPS intéressaient les millionnaires sud-américains et les parents de Floride craignant les enlèvements. VeriChip était testée à Los Angeles sur les prisonniers en liberté conditionnelle (bracelet électronique 2.0), et aux États-Unis sur des malades d'Alzheimer.

Le puçage sous-cutané d'employés était signalé en Australie (dans une banque), en Suède (chez Epicenter) ou en Belgique (chez New Fusion à Malines), pour remplacer les badges d'accès et échanger ses cartes de visite virtuelles. Les supporters argentins du club de Tigre se faisaient injecter leur abonnement, le "Ticket Passion" (voir là) ; les boîtes branchées de Barcelone testaient la puce porte-monnaie, pour payer ses consommations en scannant

son bras. Le cybernéticien anglais Kevin Warwick s'injectait des puces pour communiquer avec son épouse et son ordinateur.

Autant d'exemples que nous citons pour alerter sur l'avènement de l'homme-machine, en insistant sur le caractère volontaire et non dissimulé du puçage. Non, les gouvernements ne puçaient pas les gens à leur insu en les vaccinant.

Ce jeudi 14 octobre 2021, la radio d'État (France Info) nous informe que le gouvernement prolonge l'obligation de "passe sanitaire" jusqu'à la fin juillet 2022, après les élections présidentielles. La journaliste politique Nathalie Saint-Cric assure qu'il n'y a "pas de problème démocratique, car on s'y est habitués". L'évidence nous saute à l'esprit : la puce dans le vaccin, nous y voilà.

Une injection rapide et indolore. Vérification sur votre lecteur portable : votre QR code est opérationnel. Vous avez le droit d'exister

"Au pré avec sa mère, le poulain de trois jours tanguait sur ses pattes. La seringue pénètre sous la peau du cou. Injection rapide et indolore. Le vétérinaire vérifie son lecteur portable : le numéro d'identification X0723A s'inscrit à l'écran, la puce est opérationnelle. Grâce à l'interface sans fil Bluetooth, le lecteur transmet directement à l'ordinateur les données concernant X0723A : date de naissance, sexe, numéro des géniteurs, vaccinations, allaitement, etc. Il sera désormais simple, en consultant les bases de données, d'assurer un suivi sanitaire rigoureux, de vérifier qui est le propriétaire, et, en le scannant avec un lecteur portable, d'identifier à tout moment X0723A. L'animal est entré dans le système, il a le droit d'exister." (PMO, 'RFID, la police totale')

En France depuis le mois d'août 2021, c'est pareil pour les humains : une injection rapide et indolore, répétée à quelques semaines d'intervalle. Vérification sur votre lecteur portable : votre QR code est opérationnel. Grâce aux applis téléchargées par les tenanciers de bistrot, de restaurants, de lieux culturels et sportifs, de transports publics, votre smartphone transmet directement les données vous concernant. "Si la personne a un test ou une attestation de convalescence du Covid ou si elle est vaccinée, ça apparaît en vert, et on a le nom et l'âge de la personne", explique Laurent Duc, président de la branche hôtellerie de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie. Vous êtes entré dans le système, vous avez le droit d'exister.

Ce qu'on fait aux animaux, on le fait aux humains. Avec leur vaccins puçeurs, nos auditeurs paranoïaques nous proposaient une métaphore et une hyperbole. Parfois les fous ont obscurément raison.

Une puce bien placée ne ferait pas une grande différence, maintenant qu'on est habitués à être scannés comme des colis

Le QR code des vaccinés n'est pas encore sous-cutané. Mais bien des gérants de bars et leurs clients trouveraient plus pratique d'éviter de sortir le smartphone pour boire un coup. Une puce bien placée ne ferait pas une grande différence, maintenant qu'on est habitués à être scannés comme des colis. Comme dit ce client en terrasse interrogé par la radio : "Au début c'est un peu gênant, mais on finit par s'habituer à tout."

Rendez-vous à la prochaine crise. Cela nous coûte de le dire, mais en ces temps d'emballage techno-totalitaire, il n'est pas exclu que les paranoïaques soient juste en avance. »

Pièces et main d'oeuvre

Grenopolis, le 14 octobre 2021

► [Source, PMO](#)



Lutter pour les libertés, contre les pass et fichages technologiques implique de remettre en cause tout le déferlement technologique Les humains traités comme les animaux d'élevage, et bientôt sommés de se comporter comme des robots et de s'hybrider à la Machine

LA LIBERTÉ DANS LE SOMA

Le pass sanitaire et son QR Code se généralisent, les États comme les entreprises préparent l'imposition de « l'identité numérique », y compris en recourant à l'argument de « l'inclusivité » tout se doit d'être « **inclusif** » aujourd'hui, et notamment le techno-monde capitaliste ; l'entreprise Thalès nous apprend, dans un texte intitulé « L'inclusion numérique. L'identité, un droit humain fondamental », que « l'identité et l'identité numérique qui en découle sont essentielles à l'inclusion sociale et à l'inclusion numérique ». Tous intégrés dans et subordonnés à la Grande Machine : il s'agit de notre droit, qu'ils s'assurent de nous offrir, de gré ou de force, ne sont-ils pas généreux ?!

Le contrôle, la domination, l'asservissement technologique est un des prix à payer pour vivre dans la civilisation technologique

Publié en 2013 par le Groupe MARCUSE (Mouvement autonome de réflexion critique à l'usage des survivants de l'économie), ce très bon « essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer » (La Liberté dans le coma) a été réédité en 2019 augmenté d'une nouvelle préface. Ses auteurs y examinent les origines de l'informatisation du monde et ses effets. Parmi les principales choses à saisir, il y a ce fait que l'informatisation de la civilisation, le fichage numérique, toujours plus massif, à l'instar des fichages pré-numériques (les registres écrits, les passeports, etc.), constitue un outil de gestion et de contrôle dont il n'existe pas de version démocratique ou libertaire. Sans ces fichages multiples, la civilisation techno-industrielle d'aujourd'hui ne saurait fonctionner, du moins pas sans de nombreux accroc, tout comme la civilisation industrielle pré-informatique n'aurait pu fonctionner sans passeports et autres cartes d'identité. **Le contrôle, la domination, l'asservissement technologique est un des prix à payer pour vivre** un aspect inéluctable de l'existence dans la civilisation technologique & comme toujours, **Dieu se rit de ceux qui chérissent les causes (le système technologique, la technologie, la société de masse), dont ils déplorent les effets (le contrôle et le fichage numériques, technologiques, l'impuissance et la dépossession généralisées, mais aussi le désastre écologique).**

En amont, un des problèmes majeurs consiste en ce que beaucoup trop ont été amenés (propagandes institutionnelles, culturelles, conditionnement scolaire, etc., aidant) à se réjouir du genre de « liberté » qu'offre le capitalisme industriel trouvent, pour ainsi dire, « la liberté dans le soma » (la fameuse drogue du roman d'Huxley, sans laquelle le Meilleur des mondes s'effondrerait), dans la consommation de produits industriels, dans l'abondance des rayons des hypermarchés, dans les divertissements toujours plus

nombreux et addictifs que produit la civilisation technologique. Quelques extraits du livre :

« Dans les sociétés développées du début du XXI^e siècle, un individu un tant soit peu "intégré" laisse tout au long de ses journées des traces de son activité dans des dizaines d'ordinateurs.

Des bornes électroniques enregistrent son passage dans les stations de métro, à bord des bus ou aux péages autoroutiers - un simple clic depuis sa voiture, et voici que la barrière se lève, que son compte bancaire est automatiquement débité. Ça roule. Toutes les antennes relais près desquelles il passe avec son téléphone portable s'en souviendront aussi. Les ordinateurs qu'il utilise gardent en mémoire l'ensemble des sites Internet qu'il visite et, symétriquement, tous ces sites retiennent l'adresse IP de la machine depuis laquelle il était connecté (à moins qu'il prenne des dispositions particulières pour brouiller les pistes). Qui plus est, bon nombre de ces sites lui demandent une foule de renseignements personnels qu'ils utilisent ou revendent. Sans parler de la mise à nu que demande (et permet) la fréquentation de sites de "rencontres" ou de "réseaux sociaux"...

S'il est salarié d'une entreprise ou d'une administration, une partie essentielle de son activité peut être recensée et évaluée par sa hiérarchie grâce à l'outil informatique. Même le cadre le plus "nomade" est tenu en laisse par son téléphone et son ordinateur portables, témoins de ses efforts et de ses relâchements pendant le temps qu'il passe loin du siège. Quant aux camionneurs, leur travail et leurs trajets sont absolument transparents aux yeux de leurs patrons. Grâce à l'informatique embarquée et au GPS, les possibilités pour un employé du fret routier d'assouplir son itinéraire, de dissimuler des pauses ou des détours indus sont réduites à presque rien. Des capteurs reliés à l'ordinateur de bord permettent même d'analyser après coup sa manière de conduire, pour pouvoir lui donner des "conseils" qui réduiront le risque de panne, la consommation d'essence ou... sa propre fatigue.

Si notre contemporain ordinaire est un agriculteur subventionné par l'Europe, l'administration peut vérifier grâce à des photos satellites qu'il ne ment pas au sujet des cultures qu'il déclare et de leur superficie, afin de ne pas lui attribuer des primes qu'il ne "mérite" pas. S'il est éleveur, il est sommé d'installer une puce électronique à l'oreille de ses bêtes, pour que leur identité soit reconnue par les lecteurs des services vétérinaires qui contrôlent les troupeaux, et par ceux des abattoirs où les animaux seront "bipés" comme n'importe quel article de supermarché. Traçabilité oblige.

En France, un écolier figure dans toute une batterie de fichiers qui sont abreuvés d'informations à son sujet, de la maternelle jusqu'à la fin des études et même au-delà

En France, s'il est écolier, il figure dans toute une batterie de fichiers qui sont abreuvés d'informations à son sujet, de la maternelle jusqu'à la fin des études et même au-delà. La Base Élèves n'était qu'un ballon d'essai, désormais chaque élève aura son Livret personnel (et numérique) de compétences, véritable banque de données sur son parcours depuis le plus jeune âge, qui sera plus tard consultable par des recruteurs ou des agents de Pôle Emploi censés l'aider à trouver un travail. Il y a aussi, entre autres, le logiciel Suivi de l'orientation, qui vise à répertorier les 150 000 élèves sortant chaque année du système scolaire sans diplôme, ou le logiciel Sconet qui enregistre les notes, les absences, les sanctions des collégiens. Il y a les bornes biométriques pour accéder au réfectoire, dans les établissements où la traditionnelle carte de cantine est jugée trop archaïque et malcommode. Il y a, de plus en plus, des systèmes d'envoi automatisé de SMS aux parents dès qu'une absence de leur progéniture est constatée par les ordinateurs du lycée.

S'il demande un congé maladie, une allocation de chômage ou un revenu minimum, il doit prendre garde aux recoupements d'informations que la gestion informatique facilite entre les différentes caisses d'assurance et d'assistance, l'administration fiscale et les banques. Enfin, s'il a commis un délit, fût-ce le plus insignifiant, en a été victime ou simplement retenu comme témoin, il figure pour plusieurs dizaines d'années dans le STIC : le Système de traitement des infractions constatées, à ce jour le plus généreux et le plus ouvert des fichiers de police, avec ses

quarante-cinq millions d'inscrits.

Il y a dix ou quinze ans, un tel tableau du futur proche pouvait encore sembler improbable et paranoïaque. Aujourd'hui, il est banal, la plupart de ses éléments sont connus de tous, certains font d'ailleurs l'objet d'indignations aussi récurrentes qu'inconséquentes. Demain, il se pourrait qu'il paraisse enfantin, préhistorique.

[...]

les puces et la biométrie sont seulement la partie émergée de l'iceberg informatique qui s'est formé, sans qu'on y prenne garde, au coeur de la société. Ces appareils ne sont que les capteurs du gigantesque, de l'inconcevable réseau de bases de données qui enregistrent et structurent la vie des hommes depuis plusieurs décennies. Le succès de ces techniques est l'aboutissement du mouvement historique de soumission de la réalité matérielle et mentale à des procédures de traitement mécanisé, puis informatisé, qui a pris son envol au tournant du XIXe et au XXe siècle.

Généralisation de l'identification électronique

L'histoire que nous voulons brosser à grands traits pour éclairer la généralisation de l'identification électronique est donc celle de l'informatisation des sociétés industrielles. Pour autant, il ne s'agit pas de proposer un facteur d'explication unique. Au contraire, la montée en puissance des techniques d'identification à distance nous apparaît comme la résultante de plusieurs lames de fond historiques qui n'étaient pas toutes, initialement, en harmonie les unes avec les autres. La technique n'explique pas le cours des choses, elle le cristallise et le canalise. Elle traduit des orientations collectives et des rapports de force. Elle assoit le pouvoir de certains groupes et donne une forme à leur domination sur la nature et sur les autres hommes.

Dans ce chapitre nous parlerons donc aussi bien du développement de l'administration étatique et des bureaucraties "sociales", que de celui des moyens de surveillance policière et de répression politique. Nous parlerons autant de course aux profits (par la suppression du travail humain, par les techniques de marketing, par l'invention de nouvelles marchandises informatiques), que de projets politiques, d'idéologie gestionnaire, de passion scientifique pour la maîtrise du réel, sa formalisation, sa mise en chiffres. Passion qui n'a sans aucun doute pas seulement pris sa source dans des désirs de domination sociale mais aussi dans des rêves d'efficacité productive, d'abondance programmée et parfois partagée, de communication universelle et de liberté absolue. Les critiques du contrôle qui ne prennent pas leur distance avec ces rêves-là sont au mieux très incomplètes, au pire franchement tendancieuses.

[...]

Livrets militaires, livrets ouvriers, premiers passeports, premiers fichiers judiciaires et policiers : du XVIe au XVIIe siècle apparaissent des documents d'un type assez nouveau, qui donnent des outils de surveillance adaptés à une société où la circulation des hommes s'amplifie et où les différentes autorités ne peuvent plus toujours s'appuyer simplement sur les témoignages oraux et l'interconnaissance personnelle dans des communautés restreintes.

De ce point de vue, les moyens électroniques récents parachèvent le long mouvement de dépersonnalisation de l'identification, dans des sociétés où depuis cinq siècles la production et la vie sociale se sont déployées sur une échelle constamment accrue, avec une accélération particulièrement brutale ces cinquante dernières années. Le discours du Progrès consiste à dire que ce mouvement a fait passer de moyens flous et subjectifs à des techniques de plus en plus objectives, au point qu'aujourd'hui, avec la biométrie et les puces électroniques, on serait à l'abri de toute erreur en matière d'identification.

Surveillance à caractère répressif et administration nourricière

Cela est faux - on y reviendra -, mais **les États trouvent apparemment dans ces dispositifs informatiques de quoi satisfaire leurs ambitions de toujours : la surveillance du peuple ainsi que l'administration rationnelle de la vie de leurs sujets.** Et si le souci de surveiller et punir - d'avoir le peuple à l'oeil - a pour sûr constitué un

puissant motif d'innovation et de sophistication des moyens d'identification, on perd trop souvent de vue combien la fonction nourricière des pouvoirs publics - le développement de l'État de bien-être, dit aussi « État-providence » - a contribué à ces perfectionnements. Ces deux dimensions, surveillance à caractère répressif et administration nourricière, se sont en général développées de concert au fil des derniers siècles, justifiant une identification de plus en plus précise des individus.

[...]

Plus globalement, à partir du moment où l'ensemble de nos activités sont informatisées, il y a beaucoup plus d'informations sur nous et elles ne peuvent jamais dans leur totalité être effacées, rendues anonymes ou inutilisables. De même qu'il est impossible de bâtir une maison en amiante où personne ne serait jamais en contact avec de l'amiante, de même il est illusoire de penser que l'informatisation de la vie sociale pourrait ne pas générer des torrents d'informations sur toutes choses, à toutes fins utiles. Google est essentiellement une entreprise de surveillance puisque sa raison sociale est d'accumuler des données sur tout et sur tous. Les compagnies de téléphonie mobile sont pratiquement des services auxiliaires de la police, chargés de la géolocalisation des individus tenus en laisse par leur portable. **La surveillance, qu'elle soit mercantile ou policière, résulte du choix collectif d'un mode de vie irresponsable. Elle est inévitable tant que les individus accepteront que des organisations géantes administrent leur existence, à commencer par leur vie matérielle.**

La surveillance, qu'elle soit mercantile ou policière, résulte du choix collectif d'un mode de vie irresponsable

Ce sont ces logiques d'administration de la vie individuelle et sociale que nous allons ici soumettre à la critique. Chemin faisant, le problème du "flicage" et des menaces sur les "libertés individuelles" sera abordé de manière incidente, car nous pensons que la question de la liberté, y compris dans sa dimension minimale de protection de la vie privée, ne peut être posée en dehors d'une mise en cause plus vaste du mode de vie contemporain. **La vie privée n'est pas mise en danger par les "dérives" d'Internet : elle est déjà en lambeaux, mise à sac par les assauts constants de la société moderne au nom de la prospérité économique et de l'impératif d'élévation du niveau de vie. Assaut le plus récent et le plus poussé contre l'intimité des individus et des familles, le déferlement informatique vient couronner la dépendance mentale et concrète des foyers à l'égard de l'appareil de production industriel, si bien que seule l'analyse de cette dépendance nous semble à même d'éclairer le triste et trop fréquent : "Pas grave, pour moi qui n'ai rien à me reprocher." À même aussi d'expliquer l'éclipse des désirs de liberté dans les sociétés "développées", depuis plusieurs décennies.**

[...]

Résumons-nous. Lutter, dans une perspective de préservation des libertés individuelles, contre les excès de la surveillance induite par un déferlement technologique jugé inéluctable n'a pas de sens pour nous. **C'est ce déferlement et son caractère inéluctable qu'il faut mettre en cause, théoriquement et pratiquement. L'urgence n'est pas de défendre "les libertés" mais de réinventer la liberté. Le déclin programmé des libertés partielles n'est que l'autre face du triomphe d'une conception avilie de la liberté humaine, à peu près réduite à celle que demande le système marchand et technicien.**

[...]

Les soubresauts de la population française contre certains projets de fichage et d'identification électronique sont une bonne illustration de la difficulté à sortir de ce cercle vicieux.

Une poignée d'éleveurs s'opposent à l'identification de leurs animaux par des puces RFID. Ils sont isolés car le consensus autour de l'exigence de traçabilité est très fort dans la profession agricole, ainsi que l'accoutumance aux contraintes bureaucratiques de tous ordres. La transformation des bêtes en appendices de la machinerie informatique ne choque pas la grande majorité des éleveurs. Et dans la minorité qui y trouve à redire, chacun a l'intuition que s'insurger contre la puce RFID à l'oreille du mouton implique de s'insurger contre bien plus que ça - contre toute une organisation de l'agriculture, du commerce, de la consommation, qu'on a laissé mettre en place par le passé et qu'il est douloureux de se mettre à questionner maintenant.

L'introduction de machines biométriques dans les écoles a aussi suscité des réactions. Dans quelques endroits, les parents d'élèves ont contrecarré les projets de proviseurs technophiles par une mobilisation élémentaire : pétitions, rassemblements devant l'établissement, refus de laisser les enfants enregistrer leurs empreintes dans les

ordinateurs, alerte auprès des élus locaux. Mais comme le laisse présager ce répertoire de pratiques très citoyennes, les choses sont rarement allées au-delà, même là où les directeurs d'établissement se sont trouvés obligés de reculer. **L'émotion provoquée par l'apparition de ces machines n'a pas débouché sur la constitution de groupes ou de réseaux s'interrogeant sur la pénétration des nouvelles technologies à l'école, a fortiori dans le reste de la société. Les prises de position de fédérations de parents d'élèves et d'élus locaux contre la biométrie à l'école, adoptées au moment où des établissements étaient traversés par un conflit, n'ont pas eu de suite et n'ont pas empêché peu de temps après de nouvelles installations de machines dans les zones concernées. »**

Deux posts de N Casaux



Lutter pour les libertés, contre les pass et fichages technologique implique de remettre en cause tout le déferlement technologique Une société de masse nécessite une surveillance de masse intrusive, avec des humains impuissants et dépendants canalisés H24 dans les tuyaux de la Machine techno-numérique

Post-scriptum :

Le délire numérique en marche...

- ▶ Le métavers "devrait permettre de démultiplier les interactions humaines, en les libérant des contraintes physiques" [sic]
« La qualité essentielle du métavers sera la présence - le sentiment de vraiment être là avec les gens », expliquait Mark Zuckerberg, en juillet 2021.
Ou comment se "rapprocher" en s'éloignant... 5

L'entreprise Facebook "est régulièrement accusée d'ignorer les impacts sociaux négatifs de ses activités." Vraiment ?

(Source :

https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/10/18/facebook-va-recruter-10-000-personnes-en-europe-pour-creer-l-e-metavers_6098755_3234.html)

- ▶ **Immergés H24 dans ces futurs Â« métaverses Â**, les humains seront encore plus soumis à la Machine et encore plus facilement contrôlables. **Sauf aléas perturbateurs, les métaverses seront donc ardemment construits et désirés par le techno-monde tout comme l'est la saloperie de 5G.**
Les métavers permettront aussi d'occuper les gens sans travail et de fournir aux masses (les plus riches continueront comme avant) des distractions moins consommatrices d'énergie et de CO2 (chouette c'est écolo !) que les voyages en avion/paquebot à l'autre bout du monde pour se photographier en selfie devant un site réputé « instagramable ».
Visitez les pyramides d'Egypte ou les chutes du Niagara en immersion « métavers », comme si vous y étiez, mieux

libertés, contre les pass et fichages technologiques implique de remettre en cause tout le déferlement t

qui si vous y étiez car vous bénéficiez de l'option vue panoramique par drones, vue par rayon X, incarnation dans un pharaon, un rat ou un travailleur d'époque, etc.